

Pouvoirs Locaux

LES CAHIERS DE LA DECENTRALISATION

Droit de Cité

La brume se lève sur Vichy. Mais sur
La Défense bis ? Et sur le financement des élections ?

Pouvoir local

Dix ans de décentralisation. La réforme est
« irréversible », souligne Gaston Defferre
dans un entretien inédit. Un enjeu majeur :
l'adaptation des grands corps de l'Etat.

Politiques Publiques

Du renouveau du service public à la trésorerie
des collectivités locales : consensus sur
la modernisation.

Nouveaux territoires

L'autonomie territoriale japonaise
made in USA : un second souffle
inspiré de la réforme française ?

Allemagne : La conquête de l'Est



Crise du politique, crise de l'Etat-Nation

Pour Patrick Devedjian, le « dépérissement » de l'Etat, la remise en cause du « modèle » de l'Etat-Nation, sous la double poussée du « nouveau pouvoir » local et de la construction européenne, constitue l'une des clés de la crise du politique.

par
Patrick DEVEDJIAN

Dans le débat qui se développe sur la crise du politique, peu d'observateurs — et encore moins d'hommes politiques — ont mis l'accent sur ce qui constitue peut-être l'un des ressorts essentiels de cette crise : le dépérissement du « modèle » monarco-républicain de l'Etat-Nation. Si elle n'y est pas « réductible », en effet, la crise du politique n'en apparaît pas moins comme l'une des conséquences majeures de l'actuelle mutation de l'Etat, sous la double pression de la décentralisation et de l'intégration européenne.

LE MALENTENDU DE L'ETAT-NATION

La France est l'Etat démocratique le plus centralisé du monde. Tocqueville a montré dans « L'Ancien Régime et la Révolution » que si la République s'était faite contre l'Etat centralisé, elle avait en fait conduit à un redoublement de la centralisation. Le président de la République française, dans la Constitution de la V^e République, est ainsi l'homme d'Etat occidental le plus puissant.

Historiquement en contrôlant de fait tous les pouvoirs, il est plus puissant que Louis XIV ! Géographiquement et politiquement, en raison de l'absence de contrepoids institutionnels, il a plus de pouvoirs que le président des Etats-Unis ! En fait, la France s'est constituée à partir d'une démarche absolutiste, qu'elle soit monarchique ou républicaine, si bien que beaucoup d'hommes politiques ont encore aujourd'hui des difficultés à concevoir la France autrement que

comme un Etat-Nation. Dans ces conditions, le recul de l'Etat, voire son dépérissement, apparaît à certains comme une menace pour la nation. Or, la Nation ne se révèle que par les sentiments qu'on lui porte et les attitudes sociales qu'elle induit. Elle est la représentation que s'en font les individus qui la composent en vue d'une action collective. Fondée sur un mythe, elle existe par l'orgueil mais aussi par la mémoire et la langue. Elle est, après la famille, l'échelon le plus naturel de la solidarité. Mais aujourd'hui son cadre s'est réduit, son rôle s'est restreint dans l'universel. Il suffit de voyager pour s'apercevoir que le monde entier vit sans pratiquement jamais s'intéresser à notre pays.

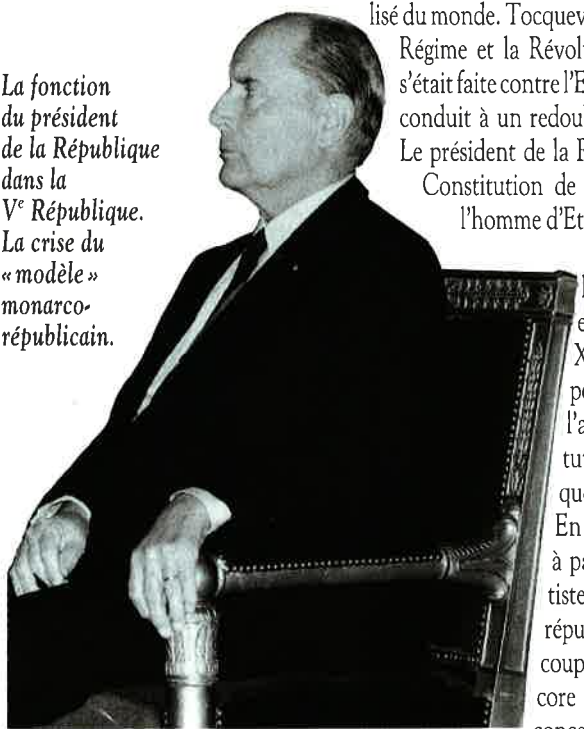
La nation française n'a plus la force d'incarner le rêve collectif des hommes qui la composent. Sans doute parce qu'elle a cessé de s'agrandir depuis plus d'un siècle alors que les yeux de tous portent de plus en plus loin. Elle s'est élargie d'agréments successifs et depuis que cette expansion a cessé, le sentiment national dépérit. Comment, dès lors, l'Europe ne deviendrait-elle pas l'horizon naturel d'un peuple qui n'a pas de raison de cesser de rêver ?

UN ETAT DE PLUS EN PLUS MODESTE

L'entité évolutive de la nation a toujours été l'alibi de l'Etat autant que son support juridique ; mais ce dernier n'en a pas moins toujours eu sa propre légitimité : dans un univers clos, il exerçait une fonction d'arbitre et de régulateur, de protecteur et de garant, de représentation et d'organisation. Qui ne voit pas que, dans le monde moderne, ces différentes fonctions de l'Etat sont régressives ?

► Patrick Devedjian est Député-Maire (RPR) d'Antony.

La fonction
du président
de la République
dans la
V^e République.
La crise du
« modèle »
monarco-
républicain.



Elles le sont d'abord en raison du développement des relations internationales où l'on voit les traités et les organisations internationales (OTAN, ONU...) assurer de mieux en mieux la sécurité collective. Elles le sont ensuite par l'organisation du développement économique dans des ensembles très vastes (GATT, CEE...) qui dépossèdent les Etats de l'autonomie de leurs politiques économiques. Elles le sont enfin par l'organisation de plus en plus complexe de la vie moderne qui demande une administration toujours plus spécifique, plus proche et plus autonome.

En termes politiques, ces évolutions irréversibles se traduisent pas une prolifération et une compétence accrue des autorités de la CEE et l'abandon, parfois clandestin, par l'Etat de vastes responsabilités de financement, notamment à l'égard des collectivités locales. La prochaine étape de la construction européenne sera l'institution de la monnaie commune, voire de la monnaie unique. Il s'agira d'une dépossession de la Banque de France et du Ministère des Finances. La gestion de cette monnaie obligera à coordonner les politiques de taux d'intérêt, puis des prélèvements fiscaux et naturellement les dépenses qui en sont la contrepartie...

A l'échelon local, l'Etat, qui a de moins en moins d'argent, est conduit à laisser des pans entiers d'administration aux régions, aux départements et aux communes. On l'a vu avec les lycées et collèges où seuls départements et régions peuvent faire face aux besoins de financement. On le verra tôt ou tard avec les Universités, avec les transports. On le voit déjà en matière de circulation lorsque l'Etat décline des voies nationales pour les faire financer par les départements. L'Etat et sa caste de fonctionnaires tentent de freiner cette évolution en multipliant les structures administratives et les organes de contrôle. En vain : le principe du « qui paye, commande » s'imposera tôt ou tard !

C'est le marxisme qui avait rêvé du dépérissement de l'Etat, et paradoxalement c'est le libéralisme de l'économie de marché qui le réalise. La crise des Etats socialistes frappe en réalité tous les Etats dans la mesure où elle révèle l'impossibilité pour la société d'agir sur elle-même. Les hommes ne peuvent pas connaître l'histoire qu'ils font. D'une certaine manière la loi du marché est apparue plus apte à réguler les initiatives individuelles que l'Etat volontariste.

Pour autant, l'Etat national a encore de beaux jours devant lui. Il est en effet le mieux placé pour rationaliser l'évolution des institutions en évitant les pertes de temps et les structures parasites. C'est aussi au cœur de cette dynamique et de ces enjeux, à la fois cause et effet, que s'exprime la crise-mutation de notre

vie politique, aux références dépassées, et à la recherche de ses nouveaux référents culturels, politiques et institutionnels, face à la montée en puissance du « nouveau pouvoir » local et des processus de coopération internationale et européenne. A cet égard, le principe de subsidiarité, cher aux fédéralistes et à Proudhon, correspond bien à l'exigence d'une politique au plus près du citoyen : ne remontent à l'échelon supérieur que les compétences qui ne peuvent être traitées à l'échelon inférieur. C'est ainsi que l'Etat national a des fonctions naturelles qu'il doit approfondir : la justice, la police, la solidarité, la santé...

Les fonctions
de l'Etat
sont
régressives.



Si l'on veut regarder derrière soi les quarante années écoulées de la construction européenne, on mesure que le chemin parcouru est considérable : alors que l'Histoire s'accélère, il est douteux que les prochaines années ne connaissent des évolutions au moins aussi décisives. Le devoir des hommes politiques, à cet égard, est d'accoucher l'Histoire, non de gémir devant les changements !

P.D.

L'Europe, notre horizon.

« LA VENGEANCE DES NATIONS » ?

Si la problématique posée ici par P. Devedjian (le dépérissement de l'Etat accompagnant l'effondrement du « modèle » de l'Etat-Nation en occident, et particulièrement en France, est accéléré par la décentralisation et la construction européenne et constitue l'une des clés de la « crise du politique ») apparaît pertinente à bien des égards, elle semble ne pas tenir compte d'une nouvelle émergence du sentiment national — voire d'un nouveau « national populisme » — notamment en Europe centrale et de l'Est —, mais aussi en Occident, sur fond de pulsion identitaire, d'immigration et de réveil des minorités. C'est le thème du livre que vient de publier Alain Minc, *La vengeance des nations* (Grasset), dans lequel il plaide pour une « réinvention » de l'idée nationale et du politique. *Pouvoirs Locaux* reviendra bien sûr plus largement sur ce livre et poursuivra le débat sur la crise du politique dans sa prochaine livraison.